



Conférence de Guillaume Duval : Made in Germany (12 décembre 2013)

mercredi 22 juin 2016, par [DUVAL](#)

Les Français raffolent des modèles : modèles japonais, néerlandais, danois, anglo-saxon... Mais il y a un modèle auquel on revient toujours : celui de l'Allemagne. Dans les années 80, il fallait faire comme le modèle anglo-saxon de Reagan et Thatcher : abaisser le coût du travail, flexibiliser le marché. On lui opposait à l'époque l'organisation allemande basée sur des relations sociales plus organisées, la force des salariés... (M. ALBERT développe le thème du capitalisme rhénan dans son fameux ouvrage « Capitalisme contre capitalisme »).

Vingt ans après avec Gerhard Schröder, le modèle allemand s'impose, mais dans une autre logique. Il faut abaisser le coût du travail, réformer le marché du travail, faire baisser les dépenses publiques. Si l'Allemagne a mieux traversé la crise de la zone euro que l'ensemble des autres pays, notamment la France, ce n'est pas « grâce aux réformes faites par Schröder mais en dépit de ces réformes. »

La conséquence de ces réformes est le développement d'une forte précarité, de l'intérim ou les minijobs pour 7,5 millions de personnes avec moins de 450€ par mois. Ce n'est qu'en 2010 que les vrais emplois qui paient des cotisations sont revenus à leur niveau de 2000. Il y a aujourd'hui cinq millions de personnes qui n'ont fait que des minijobs depuis 10 ans. Elles n'auront pas de retraite.

« Ein Drama bahnt sich an » (une catastrophe se prépare) comme titre le « Zeit ». Avec la loi Hartz

IV, la couverture du chômage passe de 2 ans à 1 an. Au bout d'un an rentre en vigueur un régime d'assistance analogue au RSA français mais beaucoup plus contraignant et très intrusif. Le bénéficiaire ne doit pas avoir une trop grosse voiture, un trop grand logement. On peut être

contraint de faire des jobs à 1 euro ce qui a conduit à des résistances sociales importantes et le développement d'une population mal payée.

Le marché du travail est désormais très dual. Il y a très peu de règles. L'Etat fédéral considère qu'il n'a pas à intervenir. C'est le Far West : moins de la moitié des salariés sont couverts

par une convention collective. Jusqu'ici il n'y pas de salaire minimum. Les abattoirs industriels allemands ont pris l'habitude de faire travailler des Roumains, des Polonais. Ils travaillent pour 3-4 € de l'heure. Cet exemple permet de comprendre les difficultés dans ce secteur en Bretagne. Il existe des Conventions Collectives mais elles ne s'appliquent qu'aux entreprises dont les patrons ont signé la convention patronale au contraire de la France pour laquelle la Convention Collective s'applique à tous les salariés de la branche. Un salarié allemand couvert est mieux payé qu'un salarié français. Paradoxalement, l'Allemagne commence à adopter quelques éléments du modèle français (Conventions collectives, salaire minimum...)

Depuis le début des années 90, l'Allemagne a créé 7 % d'emplois soit deux fois moins que la France en raison des 35 heures. Il y a relativement peu de chômage en Allemagne aujourd'hui, mais une pauvreté laborieuse. Avant 1997, le taux de pauvreté en Allemagne était de 11 % pour 16 % aujourd'hui. C'est une véritable rupture : l'Allemagne est le pays de l'OCDE où les inégalités se sont le plus développées dans les années 2000. La population a accepté ce type de démarche car c'est un moyen d'accompagner l'entrée tardive des femmes sur le marché du travail. L'Allemagne était un pays de tradition conservatrice, en particulier sur le plan des valeurs (Kinder, Küche, Kirche). Ce sont les femmes qui pour l'essentiel occupent ces jobs d'appoint très mal payés. Si en moyenne un salarié allemand travaille quelques minutes de moins qu'en France, un homme travaille une heure de plus qu'un homme français.

La très forte pression sur les dépenses publiques n'a pas réglé l'un des problèmes centraux de l'Allemagne (manque de crèches, écoles qui ferment tôt). D'où un choix qui reste parfois à faire : avoir des enfants ou travailler. Les femmes ont choisi de travailler et donc ne font plus d'enfants. On attendait du SPD qu'il règle ce problème. Schröder ne l'a pas fait, c'est Mme Merkel qui est en train de le faire, ce qui n'est pas étonnant parce qu'elle vient d'Allemagne de l'Est. L'Allemagne limite ses dépenses publiques, seul pays de l'OCDE qui soit en situation de désinvestissement public. Cette politique ne pourra pas être conduite de façon durable : « Deutschland geht kaputt » (Die Welt, Die Zeit). Les retraites ont aussi beaucoup diminué. La population est plus âgée qu'en France, mais la dépense est moindre. Il y a en France 8 % de pauvres parmi les plus de 65 ans, 15 % en Allemagne. Cet énorme choc dans l'opinion à l'annonce des futures retraites a conduit la nouvelle coalition à y remédier

Schröder a fait beaucoup de cadeaux aux plus riches. Au bout du compte, sa politique est

très controversée. Sur les 12 premières années de la zone euro, l'Allemagne n'a pas non plus respecté les consignes de dette publique, contrairement à la gestion de Jospin. Sous tous ces angles, Schröder n'avait pas bien préparé l'avenir de l'Allemagne. Après son départ en 2005, l'économie s'est bien redressé et a traversé la crise.

Quels sont les éléments du redressement de l'Allemagne en dépit des réformes Schröder ? L'Allemagne a bénéficié de son déclin démographique limitant ses dépenses éducatives. L'impact sur l'immobilier est majeur par la perte de 400 000 habitants depuis le début des années 2000, au contraire de la France qui a

en gagné. Le prix de l'immobilier en Allemagne n'a pas bougé depuis 15 ans alors qu'il faisait plus que doubler en France (en 2011 pour un logement neuf : 2300€/m² à Francfort, 8000€/m² à Paris). Il y a eu également une modération salariale dans les années 2000 permettant au pays de profiter de la demande des pays émergents surtout pour les machines. Le

« Mittelstand » et les ETI exportent partout et innovent beaucoup en particulier dans le secteur des biens d'équipement et des grosses voitures.

Les Allemands ont bénéficié aussi de la chute du Mur. Malgré le coût souvent déploré de la réunification, il n'y a pas eu que des désavantages pour le BTP en particulier. Malgré le déséquilibre des balances extérieures, la réunification a permis de construire de nouvelles usines (pôle microélectronique près de Dresden, opportunités à l'Est). Ce fut coûteux aussi pour le reste de l'Europe. En définitive, l'Allemagne est la grande gagnante. En réintégrant rapidement les ex- pays

de l'Est (Pologne, Tchéquie) dans le système productif, l'avantage compétitif fut massif (baisse du prix des composants). Le pays exporte et importe deux fois plus que la France. Les Allemands ont délocalisé mais en gardant le savoir-faire. Les Comités d'entreprise contrairement à la France, ont leur mot à dire sur toute décision importante.

Si en France on a supprimé beaucoup d'emplois, les Allemands ont eu massivement recours au chômage partiel. La demande intérieure allemande et l'industrie se sont maintenus lorsque les Chinois ont fait des plans de relance. Depuis 2008, l'Allemagne a aussi bénéficié de taux d'intérêts très bas. Les prêts de l'Allemagne aux pays en difficulté s'élèvent à 73 milliards d'euros. Le taux d'intérêt de ses prêts est largement supérieur à celui du marché obligataire. Les ménages allemands bénéficient de ces faibles taux. La dette publique s'élève à 2 200 Milliards d'euros aujourd'hui. L'idée que l'Allemagne puisse s'en sortir seule si les autres pays s'écroulent ne paraît pas très réaliste. La hausse du dollar a vraiment nettoyé l'industrie allemande (baisse de l'euro de 1,60 à 1,30).

Toutes ces raisons n'ont rien à voir avec les réformes Schröder. Ce n'est pas grâce aux réformes Schröder que les allemands s'en sortent moins mal. Ils ont beaucoup souffert sous Schröder pour en arriver là et ne peuvent accepter d'aider les autres sans qu'ils souffrent aussi... « Si l'on ne se desserre pas la ceinture, on va dans droit dans le mur. La dette publique européenne augmente sans cesse. C'est une politique contreproductive ». Un point positif : les anciens et beaucoup d'Allemands sont conscients de cette évolution, un soutien pour la nouvelle coalition CDU/CSU-SPD, susceptible de changer de politique.

Débat et questions

1. En Allemagne, il n'y a pas de « Deutsches Modell » tel qu'il est évoqué aujourd'hui en France. Les Allemands ont très peur de ce qui va venir. Les investissements publics vont continuer à baisser du fait de la Règle d'Or. Peut-on copier un modèle qui n'existe pas ?

G. Duval - La problématique du modèle n'est pas forcément inutile. Il y a une certaine logique à chercher à copier et à adopter ce qui marche chez le voisin. La gouvernance d'entreprise allemande est une des raisons du succès. Il n'y a pas de PDG en Allemagne, deux chefs à la tête d'une entreprise doivent se mettre d'accord. Le système de formation en alternance est une voie royale pour entrer sur le marché du travail. On en parle depuis longtemps en France. Quand on est rentré par alternance sur le marché du travail, on peut reprendre des études. Schröder en est un exemple. Il faut changer les mentalités dans les entreprises en France.

2. Tableau de la période Schröder et de l'hypercentralisation en France, de ses multiples insuffisances, de la polarisation sur Paris. Une France bloquée ?

G. Duval - Une des grosses différences entre l'Allemagne et la France réside dans 1000 ans de centralisation et 40 ans de décentralisation en France, l'inverse en Allemagne. L'Allemagne est un pays relativement équilibré. Entre sa région la plus riche (Hesse) et la plus pauvre (Brandenburg), l'écart de richesse est de 1 à 1,6. En France, l'écart équivalent entre Paris et la Picardie est de 2,1. L'Allemagne a une quinzaine de villes de plus de 500.000 habitants, la France quatre seulement. Même si la réunification a introduit des déséquilibres, le fédéralisme est une source de stabilité économique. Il y a suffisamment de richesses partout pour compenser les déséquilibres

Dans le modèle anglo-saxon, de fortes inégalités de revenus primaires existent. L'Etat fait un filet social minimal pour éviter la misère sans corriger les inégalités. Dans les sociétés scandinaves, les dépenses publiques sont très élevées, les écarts sont très faibles. La France se situe entre les deux, elle est beaucoup plus inégalitaire qu'on ne le pense au niveau des revenus primaires. On essaie de brancher là-dessus des niveaux de dépenses publiques de type scandinave, ce qui ne marche pas du tout. Le système scolaire reproduit aussi les inégalités.

La nouvelle Grande Coalition a annoncé deux mesures phare : introduction d'un SMIC et lutte contre l'abus du travail intérimaire. On revient au fondamentaux des réformes Schröder : « Fördern und

Fordern », encourager et exiger. La nouvelle coalition sera-t-elle en mesure de faire des réformes Schröder quelque chose de positif, en revenant sur ses pires facettes. On dit souvent qu'il faudrait une autre Europe. Ce n'est pas forcément vrai. Il suffirait de pas grand-chose. Soumettre les Grecs à des plans d'austérité était une manière trop brutale, trop forte. Il aurait fallu que d'autres pays tirent la demande intérieure européenne. Si l'Allemagne développe sa demande intérieure et relâche un peu la bride, la situation pourrait aller vite mieux.

3. L'Allemagne ne serait plus européenne, se tourne vers l'Est. On constate le refus de l'Allemagne de payer pour les pauvres, les PIGS. Cette rigueur allemande dans les finances n'a-t-elle pas permis de sauver le système ?

G. Duval : Il ne s'agit pas d'un problème de leadership mais d'un problème d'absence de leadership. L'Allemagne a un pouvoir économique central en Europe. Mais elle n'a pas voulu exercer ce leadership, elle n'en a pas été capable. Mme Merkel a mené une politique stupide ne permettant pas aux pays du Sud de payer leur dette. Au final, on sera condamné à supprimer cette dette

4. Pourquoi les réformes Schröder n'étaient-elles pas dans la ligne du parti (SPD) ?

G. Duval : il y a une part de motivation personnelle. Schröder venait du bas de la société allemande. Il a monté tous les échelons de la société allemande. Endurci par son parcours, il affichait aussi une

volonté de reconnaissance. A la fin de sa carrière, il fut appelé le chancelier des patrons. Le SPD est paradoxalement un vrai parti ouvrier, plus à droite que le PS. Les représentants PS n'ont pas besoin de se sentir reconnus par les grands patrons, ils ont fait les Grandes Ecoles. La base rationnelle du

grand discours de Schröder est qu'il fallait rétablir le marché en faisant baisser les coûts du travail. Schröder a battu H. Kohl parce que celui-ci menait déjà une politique d'austérité dure pour corriger les surcoûts de la réunification depuis les années 90. Les coûts du travail ont baissé au-delà de ce qui était nécessaire pour rembourser le coût de la réunification.

5. Quelles conséquences pour l'industrie allemande avec l'introduction du SMIC ?

G. Duval : il ne va pas peser sur l'industrie en général mais fera surtout monter le coût des services

en Allemagne, celui du revenu des femmes en baissant celui des hommes. La limitation de la compétitivité-coût sera faible. Si la hausse de salaire devient un peu plus importante en Allemagne que dans le reste de la zone euro, ce serait plutôt positif.

6. Y a-t-il une dette cachée de l'Allemagne ?

G. Duval : le problème majeur est la démographie. Une solution à ce problème consiste à envoyer les jeunes chômeurs européens une fois formés en Allemagne. Ce serait une catastrophe pour l'Europe. Si les jeunes formés de l'Europe du Sud partent travailler en Allemagne, il n'y aura aucune évolution dans ces pays. Il faudrait alors que l'Allemagne paie pour les autres

7. La politique monétaire des Américains est déraisonnable, l'Europe a une autre position. Quelle stratégie adopter ?

G. Duval : Il n'est pas vrai que les Etats-Unis ont plus utilisé la planche à billets que l'Europe. La BCE a injecté plus de monnaie dans le circuit économique européen, la FED continue d'en injecter contrairement à la BCE. La vraie question est celle de la politique budgétaire. On a d'un côté une Banque Centrale qui injecte beaucoup de liquidités et prête aux banques à des taux très bas, alors que dans le même temps, on demande à tout le monde de se serrer très fort la ceinture. Ceci est très difficile à défendre sur le plan de la justice sociale et ne fonctionne pas. Les pays ne se désendettent pas. On reste enfermé dans un cercle vicieux. La politique budgétaire ne fonctionne pas. Les taux d'intérêts ne baissent pas suffisamment dans les pays en crise. Par contre l'Union bancaire peut être un élément salvateur...

Compte-rendu de Claudia Gaillard et de Sarra Sassi Texte relu par P. Lallemand et V. Mandelkow